

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/006419]

11 AVRIL 2024. — Décret modifiant le décret du 18 janvier 2007 relatif au soutien et au développement des réseaux d'entreprises ou clusters et le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications du décret du 18 janvier 2007
relatif au soutien et au développement des réseaux d'entreprises ou clusters*

Article 1^{er}. Dans l'intitulé du décret du 18 janvier 2007 relatif au soutien et au développement des réseaux d'entreprises ou clusters, les mots « réseaux d'entreprises ou » sont abrogés.

Art. 2. A l'article 1^{er} du même décret, modifié par le décret du 6 avril 2023, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) la phrase liminaire, est remplacée par ce qui suit :

« Au sens du présent décret, l'on entend par le « cluster » : le réseau d'entreprise de référence dans un écosystème, sous forme d'une association sans but lucratif s'inscrivant dans un mode d'organisation du système productif établi à l'initiative, majoritairement, d'entreprises ayant une activité en Région wallonne, qui peuvent éventuellement s'adjoindre la participation de pôles de compétitivité, d'institutions universitaires, de centres de recherche, de centres de compétences, de centres de formation, et qui se caractérise par : »;

b) au 3°, les mots « réseau d'entreprises ou » sont abrogés;

c) le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° la contribution au développement économique de l'écosystème respectif et au renforcement de la compétitivité des entreprises. »; 2° les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

Art. 3. A l'article 2 du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement peut reconnaître, sur avis du comité d'examen prévu à l'article 4, pour une période de quatre années renouvelable, le cluster qui développe à travers un contrat d'objectifs, un ensemble d'activités s'articulant avec les politiques régionales, qui a une valeur ajoutée sur le plan régional et s'intégrant dans chacune des missions suivantes :

1° cartographier et structurer l'écosystème économique;

2° mettre en relation et renforcer les partenariats en collaboration avec les acteurs de l'animation économique;

3° accentuer la visibilité du cluster et de ses membres sur le territoire de la Région wallonne, en Belgique et à l'international;

4° soutenir l'innovation des entreprises dans la transition économique, digitale et environnementale. »;

2° à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « d'actions » sont remplacés par les mots « de missions »;

b) les mots « réseau d'entreprises ou » sont abrogés.

Art. 4. L'article 3 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 3. Le Gouvernement octroie, selon les modalités qu'il détermine, après avis du comité d'examen visé à l'article 4, une subvention quadriennale au cluster reconnu au sens de l'article 2.

Dans les limites budgétaires disponibles, le Gouvernement détermine les conditions et la procédure d'octroi, de suivi et de versement de la subvention ainsi que les plafonds et les coûts admissibles à la subvention.

Pour la détermination des plafonds de la subvention, le Gouvernement tient compte de la catégorie dans laquelle est classée le cluster, les catégories étant établies selon les critères suivants :

1° la première catégorie est constituée des clusters qui, au premier jour du mois de la date de dépôt de la demande de reconnaissance ou de renouvellement de reconnaissance, comptent moins de cent entreprises membres et en ordre de cotisation dont le montant est égal ou supérieur à 250 euros par an;

2° la seconde catégorie est constituée des clusters qui, au premier jour du mois de la date de dépôt de la demande de reconnaissance ou de renouvellement de reconnaissance, comptent au moins cent entreprises membres et en ordre de cotisation dont le montant est égal ou supérieur à 250 euros par an.

La subvention représente un pourcentage des coûts admissibles déterminés par le Gouvernement. Le pourcentage de ces coûts s'établit comme suit :

1° les quatre premières années, nonante pour cent des coûts;

2° les quatre années suivantes, septante-cinq pour cent des coûts; 3° les années suivantes, soixante pour cent des coûts.

Pour bénéficier du renouvellement de la subvention au terme d'un quadriennat, le cluster communique, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, les résultats des actions définies et menées au cours du quadriennat écoulé ainsi qu'un nouveau contrat d'objectifs reprenant les objectifs à atteindre durant la période de reconduction.

Le Gouvernement détermine des indicateurs de performance, lesquels sont fixés dans le cadre des procédures de reconnaissance, de renouvellement et de subvention, pour procéder à l'évaluation des résultats visés à l'alinéa 5. ».

Art. 5. A l'article 4 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 2° est complété par les mots « alinéa 2 »;

b) le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° les modalités de mise en oeuvre du présent décret; »;

c) au 4°, les mots « réseau d'entreprises ou » sont abrogés;

d) le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° l'évaluation visée à l'article 8, alinéa 1^{er}; »;

2° à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° de deux représentants du service désigné par le Gouvernement et deux suppléants; »;

b) le 3° est abrogé;

c) au 4°, les mots « Conseil économique et social de la Région wallonne » sont remplacés par les mots « Conseil économique, social et environnemental de Wallonie »;

d) le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° de deux représentants et deux suppléants mandatés par les pôles de compétitivité; »;

e) l'alinéa est complété par un 6° rédigé comme suit :

« 6° de deux experts indépendants extérieurs et de deux suppléants. »; 3° à l'alinéa 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) la numérotation « 3° » est abrogée;

b) la numérotation « 5° » est remplacée par la numérotation « 6° »;

c) les mots « et 5° » sont insérés entre les mots « membres visés à l'alinéa 2, 4° » et les mots « il les désigne »;

d) les mots « de l'organisme mandant » sont remplacés par les mots « des organismes mandants »;

4° à l'alinéa 4, les mots « à 3° » sont remplacés par les numérotations « , 2° et 4° »;

5° à l'alinéa 5, les mots « au moins deux fois par an » sont remplacés par les mots « au moins une fois par an ».

Art. 6. A l'article 5 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) la phrase liminaire est remplacée par ce qui suit :

« Dans le cadre de ses missions prévues à l'article 4, alinéa 1^{er}, 1° à 2°, le comité d'examen prend en compte le caractère innovant de la démarche initiée par le cluster via le contrat d'objectifs ainsi que la mise en oeuvre par celui-ci d'actions associées à chacune des missions définies à l'article 2, alinéa 1^{er}. Il motive son avis en prenant en compte les critères suivants : »;

b) aux 1°, 2°, 3°, 6°, 9°, les mots « réseau d'entreprises ou » sont à chaque fois abrogés;

c) au 4°, les mots « découlant des missions » sont insérés entre les mots « actions » et « visées »;

d) il est complété par un 11° rédigé comme suit :

« 11° la manière dont les actions du cluster s'articulent avec celles des autres acteurs qui contribuent au développement de l'écosystème en Région wallonne, en particulier en matière d'innovation et d'animation économique. »;

2° les alinéas 2 et 3 sont abrogés;

3° à l'alinéa 4, les mots « aux alinéas 1^{er} et 2 » sont remplacés par les mots « à l'alinéa 1^{er} ».

Art. 7. A l'article 6 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est abrogé;

2° dans l'alinéa 3, les mots « réseau d'entreprises ou » sont abrogés.

Art. 8. Dans l'article 7, alinéa 2, du même décret, les mots « Conseil économique et social de la Région wallonne » sont remplacés par les mots « Conseil économique, social et environnemental de Wallonie ».

Art. 9. A l'article 8 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° un alinéa rédigé comme suit est inséré avant l'alinéa 1^{er} :

« Le cluster fait l'objet d'une évaluation à la moitié de la période de reconnaissance, selon les modalités déterminées par le Gouvernement afin de vérifier s'il poursuit et atteint les objectifs et les indicateurs de performance définis par son contrat d'objectifs. »;

2° à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) le mot « trois » est remplacé par le mot « quatre »;

b) les mots « réseau d'entreprise ou » sont abrogés.

Art. 10. Dans l'article 9, du même décret, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Tous les quatre ans à dater du 1^{er} juillet 2024, le Gouvernement procède à une évaluation externe, menée en partenariat avec le Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, de la politique wallonne de clustering. ».

Art. 11. L'article 10 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10. Le Service public de Wallonie Économie, Emploi et Recherche est responsable du traitement des données à caractère personnel au sens de l'article 4, 7), du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE pour les traitements des données à caractère personnel, ci-après dénommé « le Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 » qui sont nécessaires à l'analyse des dossiers de reconnaissance et de subventionnement des clusters.

Le comité d'examen est responsable du traitement des données à caractère personnel qui sont nécessaires pour la mise en œuvre des missions qui lui incombent en vertu de l'article 4.

Pour les données à caractère personnel qu'ils traitent dans le cadre de l'exécution du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, les clusters agissent en tant que sous-traitant du Service public de Wallonie Économie, Emploi et Recherche. ».

Art. 12. Dans le même décret, il est inséré un article 10/1 rédigé comme suit :

« Art. 10/1. § 1^{er}. Les catégories de données à caractère personnel relatives à la reconnaissance et au subventionnement des clusters susceptibles d'être traitées pour la mise en oeuvre du présent décret et de ses arrêtés d'exécution sont :

1° les données d'identification personnelles, dont le numéro d'identification au Registre national, s'il s'agit d'une personne physique inscrite au Registre national ou le numéro d'identification de la Banque-Carrefour de la sécurité sociale, s'il s'agit d'une personne physique non inscrite au Registre national;

2° les données d'identification électroniques;

3° des données d'identification des membres du cluster concernés par le partenariat;

4° les données relatives aux qualifications professionnelles et à l'expérience professionnelle des personnes employées par les clusters et faisant l'objet d'une subvention;

5° les données relatives à l'emploi actuel du personnel des clusters en ce compris les fiches de salaire.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 1°, les données visées sont les données telles que visées à l'article 8, § 1^{er}, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale pour les personnes physique non inscrite au Registre national.

§ 2. Le Gouvernement peut préciser les données visées au paragraphe 1^{er}. ».

Art. 13. Dans le même décret, il est inséré un article 10/2 rédigé comme suit :

« Art. 10/2. Dans la limite de ce qui est nécessaire au regard des finalités respectives pour lesquelles elles sont traitées, les données à caractère personnel pertinentes pour attester du respect des conditions de la reconnaissance ou du montant perçu de subventions sont communiquées aux entités suivantes :

1° aux fonctionnaires désignés par le Gouvernement conformément au décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations;

2° au comité d'examen pour la mise en oeuvre des missions qui lui incombent en vertu de l'article 4. ».

Art. 14. Dans le même décret, il est inséré un article 10/3 rédigé comme suit :

« Art. 10/ 3. Sans préjudice de la charge de la preuve de la bonne utilisation de la subvention qui incombe aux clusters reconnus et sans préjudice de la conservation nécessaire pour le traitement à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques visé à l'article 89 du Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016, et conformément à l'article 5.1, e), du Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016, le responsable du traitement visé à l'article 10 conserve les données à caractère personnel visées à l'article 10/1, pour le contrôle du respect des conditions légales de reconnaissance et de subventionnement :

1° pour les données à caractère personnel relatives à une reconnaissance, durant une période de dix ans à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle du terme de la reconnaissance;

2° pour les données à caractère personnel relatives à une subvention, durant une période de dix ans à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de la clôture définitive de l'exercice budgétaire et comptable dont relève la subvention.

La durée de conservation visée à l'alinéa 1^{er} est suspendue en cas d'action judiciaire ou administrative jusqu'à la pleine et complète exécution d'une décision non susceptible de recours. ».

Art. 15. Dans le même décret, il est inséré un article 10/4 rédigé comme suit :

« Art. 10/4. § 1^{er}. Du seul fait de l'introduction de sa demande, le cluster autorise les services du Gouvernement à contrôler le respect des conditions de reconnaissance et de subventionnement.

Le contrôle visé à l'alinéa 1^{er} est réalisé en application du décret et de ses mesures d'exécution et s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations.

§ 2. Sauf en cas de force majeure ou dans des circonstances exceptionnelles, tout refus de contrôle ou obstacle à celui-ci par l'entreprise entraîne de plein droit une perte de la subvention conformément à l'article 61, 5°, c), du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes.

Si à l'issue des contrôles, il s'avère que des sommes ont été indument versées ou que les conditions imposées par le présent décret ou ses arrêtés d'exécution ne sont pas respectées, le service désigné par le Gouvernement procède au recouvrement de ces sommes, le cas échéant par compensation. ».

CHAPITRE 2. — *Modifications du décret du 11 mars 2004
relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises*

Art. 16. Dans l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, modifié en dernier lieu par le décret du 6 avril 2023, le 3^o est abrogé.

Art. 17. Dans l'article 5, § 1^{er}, 2^o, du même décret, le b. est abrogé.

Art. 18. L'intitulé du chapitre III du même décret est abrogé.

Art. 19. L'article 12 du même décret est abrogé.

Art. 20. L'article 13 du même décret, modifié en dernier lieu par l'arrêté du 26 février 2015, est abrogé.

Art. 21. L'article 14 du même décret est abrogé.

CHAPITRE 3. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 22. Le cluster reconnu avant l'entrée en vigueur du présent décret bénéficie des conditions de subvention et de reconnaissance prévues par le décret du 18 janvier 2007 jusqu'au terme du triennat en cours. Il peut ensuite introduire une demande de renouvellement de reconnaissance suivant les dispositions prévues en vertu du présent décret.

Art. 23. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} juillet 2024.

Namur, le 11 avril 2024.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—————
Note

(1) *Session 2023-2024.*

Documents du Parlement wallon, 1644 (2023-2024) N^{os} 1 à 3

Compte rendu intégral, séance plénière du 10 avril 2024

Discussion.

Vote.

—————
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/006419]

11. APRIL 2024 — Dekret zur Änderung des Dekrets vom 18. Januar 2007 über die Unterstützung und Entwicklung von Unternehmensnetzwerken bzw. Clustern und des Dekrets vom 11. März 2004 über regionale Anreize für kleine oder mittlere Unternehmen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, die Wallonische Regierung, sanktionieren Folgendes:

KAPITEL 1 — *Änderungen des Dekrets vom 18. Januar 2007
über die Unterstützung und Entwicklung von Unternehmensnetzwerken bzw. Clustern*

Artikel 1 - Im Titel des Dekrets vom 18. Januar 2007 über die Unterstützung und Entwicklung von Unternehmensnetzwerken oder Clustern werden die Wörter „Unternehmensnetzwerke bzw.“ aufgehoben.

Art. 2 - In Artikel 1 desselben Dekrets, geändert durch das Dekret vom 6. April 2023, werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1^o In Absatz 1 werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

a) Der einleitende Satz wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter „Cluster“: das Netz von Referenzunternehmen in einem Ökosystem, in Form einer Vereinigung ohne Gewinnzweck, die sich in eine Organisationsform des Produktionssystems einfügt, die auf Initiative mehrheitlich von Unternehmen mit einer Tätigkeit in der Wallonischen Region gegründet wurde, die sich eventuell der Beteiligung von Wettbewerbs-Clustern, universitären Einrichtungen, Forschungszentren, Kompetenzzentren und Ausbildungszentren anschließen können, und die sich durch Folgendes auszeichnet:“;

b) in Ziffer 3 werden die Wörter „Unternehmensnetzwerk bzw.“ aufgehoben;

c) Ziffer 4 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„4° der Beitrag zur wirtschaftlichen Entwicklung des jeweiligen Ökosystems und zur Stärkung der Wettbewerbsfähigkeit der Unternehmen“; Ziffer 2 Die Absätze 2 und 3 werden aufgehoben.

Art. 3 - In Artikel 2 desselben Dekrets werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„Die Regierung kann auf Gutachten des in Artikel 4 vorgesehenen Prüfungsausschusses für eine erneuerbare Dauer von vier Jahren den Cluster anerkennen, der über einen Zielvertrag eine Reihe von Aktivitäten entwickelt, die mit der Regionalpolitik verknüpft sind, einen Mehrwert auf regionaler Ebene haben und sich in jede der folgenden Aufgaben einfügen:

1° Kartierung und Strukturierung des wirtschaftlichen Ökosystems;

2° Knüpfen von Kontakten und Stärkung von Partnerschaften in Zusammenarbeit mit den Akteuren der Wirtschaftsförderung;

3° Erhöhung der Sichtbarkeit des Clusters und seiner Mitglieder in der Wallonischen Region, in Belgien und auf internationaler Ebene;

4° Unterstützung der Innovation von Unternehmen im wirtschaftlichen, digitalen und ökologischen Übergang“;

2° In Absatz 2 werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

a) Das Wort „Aktionen“ wird durch das Wort „Aufgaben“ ersetzt;

b) Die Wörter „Unternehmensnetzwerks bzw.“ werden aufgehoben.

Art. 4 - Artikel 3 desselben Dekrets wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„Art. 3 Die Regierung gewährt dem nach Artikel 2 anerkannten Cluster nach den Modalitäten, die sie nach Begutachtung des in Artikel 4 genannten Prüfungsausschusses festlegt, eine vierjährige Subvention.

Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel legt die Regierung die Bedingungen und das Verfahren für die Gewährung, Überwachung und Auszahlung der Subvention sowie die Höchstgrenzen und die für die Subvention in Frage kommenden Kosten fest.

Bei der Festlegung der Höchstgrenzen der Subvention berücksichtigt die Regierung die Kategorie, in die der Cluster eingestuft ist, wobei die Kategorien nach folgenden Kriterien festgelegt werden:

1° Die erste Kategorie besteht aus Clustern, die am ersten Tag des Monats, in dem der Antrag auf Anerkennung oder Verlängerung der Anerkennung eingereicht wurde, weniger als 100 Mitgliedsunternehmen haben und einen Mitgliedsbeitrag von mindestens 250 Euro pro Jahr entrichtet haben;

2° die zweite Kategorie besteht aus Clustern, die am ersten Tag des Monats, in dem der Antrag auf Anerkennung oder Verlängerung der Anerkennung eingereicht wurde, mindestens 100 Mitgliedsunternehmen haben und einen Mitgliedsbeitrag von mindestens 250 Euro pro Jahr entrichtet haben.

Die Subvention stellt einen Prozentsatz der von der Regierung festgelegten förderfähigen Kosten dar. Der prozentuale Anteil dieser Kosten stellt sich wie folgt dar:

1° in den ersten vier Jahren neunzig Prozent der Kosten;

2° in den folgenden vier Jahren fünfundsiebzig Prozent der Kosten; 3° in den folgenden Jahren sechzig Prozent der Kosten.

Um nach Ablauf eines Vierjahreszeitraums in den Genuss einer Erneuerung der Subvention zu kommen, übermittelt der Cluster gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten die Ergebnisse der im Laufe des abgelaufenen Vierjahreszeitraums festgelegten und durchgeführten Aktionen sowie eine neue Zielvereinbarung, die die während des Verlängerungszeitraums zu erreichenden Ziele enthält.

Die Regierung bestimmt Leistungsindikatoren, die im Rahmen der Anerkennungs-, Verlängerungs- und Zuschussverfahren festgelegt werden, um eine Bewertung der in Absatz 5 genannten Ergebnisse vorzunehmen.“.

Art. 5 - In Artikel 4 desselben Dekrets werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

a) Ziffer 2 wird durch den Wortlaut „Absatz 2“ ergänzt;

b) Ziffer 3 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„3° die Modalitäten der Umsetzung dieses Dekrets;“;

c) in Ziffer 4 werden die Wörter „Unternehmensnetzwerks bzw.“ aufgehoben;

d) Ziffer 5 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„5° die in Artikel 8 Absatz 1 genannte Bewertung;“;

2° In Absatz 2 werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

a) Ziffer 2 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„2° aus zwei Vertretern des von der Regierung ernannten Dienstes und zwei Stellvertretern;“;

b) Ziffer 3 wird aufgehoben.

c) in Ziffer 4 werden die Worte „Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region“ durch die Worte „Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrat der Wallonie“ ersetzt;

d) Ziffer 5 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„5° aus zwei Vertretern und zwei Stellvertretern, die von den Kompetenzzentren beauftragt werden;“;

e) Der Absatz wird durch eine Ziffer 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„6° aus zwei externen unabhängigen Experten und zwei Stellvertretern.“; 3° in Absatz 3 werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

a) Die Nummerierung „3°“ wird aufgehoben;

b) Die Nummerierung „5°“ wird durch die Nummerierung „6°“ ersetzt;

c) Die Wörter „und 5°“ werden zwischen den Wörtern „in Absatz 2, 4°“ und den Wörtern „erwähnten Mitgliedern“ eingefügt;

d) Die Wörter „die beauftragende Instanz“ werden durch die Wörter „die beauftragenden Instanzen“ ersetzt;

4° In Absatz 4 werden die Wörter „bis 3°“ durch die Nummerierungen „, 2° und 4°“ ersetzt;

5° In Absatz 5 werden die Wörter „mindestens zweimal pro Jahr“ durch die Wörter „mindestens einmal pro Jahr“ ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 5 desselben Dekrets werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

a) Der einleitende Satz wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„Im Rahmen seiner in Artikel 4, Absatz 1, 1° bis 2° vorgesehenen Aufgaben berücksichtigt der Prüfungsausschuss den innovativen Charakter des vom Cluster über die Zielvereinbarung initiierten Ansatzes sowie die Umsetzung von Aktionen durch den Cluster, die mit jeder der in Artikel 2, Absatz 1 definierten Aufgaben verbunden sind. Er begründet seine Stellungnahme unter Berücksichtigung der folgenden Kriterien:“;

b) In 1°, 2°, 3°, 6° und 9° werden die Wörter „Unternehmensnetzwerks bzw.“ jeweils aufgehoben;

c) In 4° werden zwischen den Wörtern „Aktionen“ und „angestrebt“ die Wörter „aus den Aufgaben“ eingefügt;

d) Er wird durch eine Ziffer 11 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„11° die Art und Weise, in der die Aktionen des Clusters mit denen der anderen Akteure verknüpft sind, die zur Entwicklung des Ökosystems in der Wallonischen Region beitragen, insbesondere im Bereich der Innovation und der wirtschaftlichen Animation“;

2° die Absätze 2 und 3 werden aufgehoben;

3° In Absatz 4 werden die Wörter „in den Absätzen 1 und 2“ durch die Wörter „in Absatz 1“ ersetzt.

Art. 7 - In Artikel 6 desselben Dekrets werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 2 wird aufgehoben;

2° in Absatz 3 werden die Wörter „Unternehmensnetzwerk oder“ aufgehoben.

Art. 8 - In Artikel 7, Absatz 2 desselben Dekrets werden die Worte „Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region“ durch die Worte „Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrat der Wallonie“ ersetzt.

Art. 9 - In Artikel 8 desselben Dekrets werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° Vor Absatz 1 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Der Cluster wird nach der Hälfte des Anerkennungszeitraums nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten bewertet, um festzustellen, ob er die in seinem Zielvertrag festgelegten Ziele und Leistungsindikatoren verfolgt und erreicht.“;

2° In Absatz 2 werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

a) Das Wort „drei“ wird durch das Wort „vier“ ersetzt;

b) Die Wörter „Unternehmensnetzwerk bzw.“ werden aufgehoben.

Art. 10 - In Artikel 9 desselben Dekrets wird Absatz 1 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„Alle vier Jahre ab dem 1. Juli 2024 führt die Regierung eine externe Evaluierung der wallonischen Clusterpolitik durch, die in Partnerschaft mit dem Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrat der Wallonie durchgeführt wird.“.

Art. 11 - Artikel 10 desselben Dekrets wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„Art. 10. Der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung ist verantwortlich für die Verarbeitung personenbezogener Daten im Sinne von Artikel 4, 7) der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr, und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG für die Verarbeitung personenbezogener Daten, im Folgenden als „Verordnung (EU) 2016/679 vom 27. April 2016“ bezeichnet, die für die Analyse der Anträge auf Anerkennung und Förderung von Clustern erforderlich sind.

Der Prüfungsausschuss ist für die Verarbeitung der personenbezogenen Daten verantwortlich, die zur Erfüllung seiner Aufgaben nach Artikel 4 erforderlich sind.

Für die personenbezogenen Daten, die sie im Rahmen der Ausführung des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungserlasse verarbeiten, handeln die Cluster als Unterauftragsverarbeiter des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung.“.

Art. 12 - In demselben Dekret wird ein Artikel 10/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 10/1. Paragraph 1. Die Kategorien personenbezogener Daten im Zusammenhang mit der Anerkennung und Subventionierung von Clustern, die zur Durchführung dieses Dekrets und seiner Ausführungserlasse verarbeitet werden dürfen, sind:

1° persönliche Identifikationsdaten, darunter die Identifikationsnummer des Nationalregisters, wenn es sich um eine im Nationalregister eingetragene natürliche Person handelt, oder die Identifikationsnummer der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit, wenn es sich um eine nicht im Nationalregister eingetragene natürliche Person handelt;

2° elektronische Identifikationsdaten;

3° Identifikationsdaten der von der Partnerschaft betroffenen Clustermitglieder;

4° Angaben zu den beruflichen Qualifikationen und der Berufserfahrung der Personen, die von den Clustern beschäftigt werden und für die eine Subvention gewährt wird;

5° Angaben zur aktuellen Beschäftigung des Clusterpersonals einschließlich der Gehaltsabrechnungen.

In Bezug auf Absatz 1, 1°, handelt es sich um die Daten, die in Artikel 8, Paragraph 1, 2°, des Gesetzes vom 15. Januar 1990 über die Einrichtung und Organisation einer Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit für natürliche Personen, die nicht im Nationalregister eingetragen sind, genannt werden.

Paragraph 2. Die Regierung kann die in Absatz 1 genannten Daten präzisieren“.

Art. 13 - In demselben Dekret wird ein Artikel 10/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 10/2. Soweit es für die jeweiligen Zwecke, für die sie verarbeitet werden, erforderlich ist, werden personenbezogene Daten, die für den Nachweis der Erfüllung der Bedingungen für die Anerkennung oder des erhaltenen Betrags von Subventionen relevant sind, an folgende Einrichtungen weitergegeben:

1° an Beamte, die von der Regierung gemäß dem Dekret vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetze und Regelungen zur Wirtschaftspolitik, zur Beschäftigungspolitik und zur wissenschaftlichen Forschung sowie über die Einführung von Verwaltungsbußen, die bei Verstößen gegen diese Gesetze und Regelungen anwendbar sind, ernannt werden;

2° dem Prüfungsausschuss bei der Durchführung seiner Aufgaben nach Artikel 4“.

Art. 14 - In demselben Dekret wird ein Artikel 10/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 10/3 Unbeschadet der Beweislast der anerkannten Cluster für die ordnungsgemäße Verwendung der Subvention und unbeschadet der notwendigen Aufbewahrung für die Verarbeitung zu Archivzwecken im öffentlichen Interesse, zu wissenschaftlichen oder historischen Forschungszwecken oder zu statistischen Zwecken gemäß Artikel 89 der Verordnung (EU) 2016/679 vom 27. April 2016 und gemäß Art. 5.1 Buchstabe e der Verordnung (EU) 2016/679 vom 27. April 2016 speichert der in Artikel 10 genannte für die Verarbeitung Verantwortliche die in Artikel 10/1 genannten personenbezogenen Daten, um die Einhaltung der rechtlichen Voraussetzungen für die Anerkennung und Förderung zu überwachen:

1° für personenbezogene Daten, die sich auf eine Anerkennung beziehen, während eines Zeitraums von zehn Jahren ab dem 1. Januar des Jahres, das auf das Jahr folgt, in dem die Anerkennung ausläuft;

2° für personenbezogene Daten, die sich auf eine Subvention beziehen, während eines Zeitraums von zehn Jahren ab dem 1. Januar des Jahres, das auf das Jahr des endgültigen Abschlusses des Haushalts- und Rechnungsjahres folgt, zu dem die Subvention gehört.

Die in Absatz 1 genannte Aufbewahrungsfrist wird im Falle eines Gerichts- oder Verwaltungsverfahrens bis zur vollen und vollständigen Vollstreckung einer unanfechtbaren Entscheidung ausgesetzt.“.

Art. 15 - In demselben Dekret wird ein Artikel 10/4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 10/4. Paragraph 1. Allein durch die Einreichung des Antrags ermächtigt der Cluster die Regierungsstellen, die Einhaltung der Bedingungen für die Anerkennung und Förderung zu kontrollieren.

Die in Absatz 1 genannte Kontrolle wird in Anwendung des Dekrets und seiner Durchführungsmaßnahmen durchgeführt und erfolgt gemäß den Bestimmungen des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetze und Regelungen in Bezug auf die Wirtschaftspolitik, die Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von Verwaltungsbußen, die bei Verstößen gegen diese Gesetze und Regelungen anwendbar sind.

Paragraph 2. Außer in Fällen höherer Gewalt oder unter außergewöhnlichen Umständen führt jede Verweigerung der Kontrolle oder deren Behinderung durch das Unternehmen von Rechts wegen zum Verlust der Subvention gemäß Artikel 61, 5°, c), des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushalts, der Buchführung und der Berichterstattung der Einheiten der öffentlichen Verwaltung der Wallonie.

Wenn sich nach Abschluss der Kontrollen herausstellt, dass Beträge zu Unrecht gezahlt wurden oder dass die durch das vorliegende Dekret oder seine Ausführungserlasse auferlegten Bedingungen nicht eingehalten werden, treibt die von der Regierung bezeichnete Dienststelle diese Beträge ein, gegebenenfalls durch Aufrechnung.“

KAPITEL 2 — *Änderungen des Dekrets vom 11. März 2004 über regionale Anreize für kleine oder mittlere Unternehmen*

Art. 16 - In Artikel 3, Paragraph 2, Absatz 1 des Dekrets vom 11. März 2004 über regionale Anreize für kleine oder mittlere Unternehmen, zuletzt geändert durch das Dekret vom 6. April 2023, wird 3° aufgehoben.

Art. 17 - In Artikel 5 Paragraph 1, 2° desselben Dekrets wird Buchstabe b. aufgehoben.

Art. 18 - Die Überschrift von Kapitel III desselben Dekrets wird aufgehoben.

Art. 19 - Artikel 12 desselben Dekrets wird aufgehoben.

Art. 20 - Artikel 13 desselben Dekrets, der zuletzt durch den Erlass vom 26. Februar 2015 geändert wurde, wird aufgehoben.

Art. 21 - Artikel 14 desselben Dekrets wird aufgehoben.

KAPITEL 3 — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 22 - Der vor Inkrafttreten dieses Dekrets anerkannte Cluster profitiert bis zum Ende des laufenden Dreijahreszeitraums von den Subventions- und Anerkennungsbedingungen, die im Dekret vom 18. Januar 2007 festgelegt sind. Er kann dann einen Antrag auf Erneuerung der Anerkennung gemäß den Bestimmungen dieses Dekrets stellen.

Art. 23 - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Juli 2024 in Kraft.

Namur, den 11. April 2024

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

Der Vizepräsident für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen
Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Rechte der Frauen
Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Informatik, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit
V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte
Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt und Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen
A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2023-2024.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1644 (2023-2024) Nrn. 1 bis 3
Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 10. April 2024
Diskussion.
Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/006419]

11 APRIL 2024. — **Decreet tot wijziging van het decreet van 18 januari 2007 betreffende de steun aan en de ontwikkeling van bedrijvennetwerken of clusters en het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen in het decreet van 18 januari 2007 betreffende de steun aan en de ontwikkeling van bedrijvennetwerken of clusters*

Artikel 1. In het opschrift van het decreet van 18 januari 2007 betreffende de steun aan en de ontwikkeling van bedrijvennetwerken of clusters, worden de woorden "bedrijvennetwerken of" opgeheven.

Art. 2. In artikel 1 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 6 april 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) 1° de inleidende zin wordt vervangen als volgt:

"Voor de toepassing van dit decreet wordt onder "cluster" verstaan: het netwerk van referentiebedrijven in een ecosysteem, in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk die deel uitmaakt van een organisatievorm van het productiesysteem die is opgericht op initiatief van, voor het merendeel, bedrijven die actief zijn in het Waals Gewest, waaraan eventueel concurrentieclusters, universitaire instellingen, onderzoekscentra, competentiecentra en opleidingscentra kunnen deelnemen, en dat wordt gekenmerkt door :";

b) in punt 3° worden de woorden “aan een bedrijvennetwerk of” opgeheven”.

c) punt 4° wordt vervangen door wat volgt:

“4° de bijdrage tot de economische ontwikkeling van het respectieve ecosysteem en tot de versterking van het concurrentievermogen van de bedrijven.”; 2° de leden 2 en 3 worden opgeheven.

Art. 3. In artikel 2 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 1 wordt vervangen door wat volgt :

“Op advies van het onderzoekscomité bedoeld in artikel 4, kan de Regering, voor een hernieuwbare periode van vier jaar, de cluster erkennen die, door middel van een doelstellingenovereenkomst, een geheel van activiteiten ontwikkelt die verband houden met het gewestelijk beleid, die een toegevoegde waarde hebben op gewestelijk niveau en die deel uitmaken van elk van de volgende opdrachten:

1° het in kaart brengen en structureren van het economisch ecosysteem;

2° partnerschappen opzetten en versterken in samenwerking met actoren uit de economische ontwikkeling;

3° de zichtbaarheid van de cluster en zijn leden vergroten in het Waalse Gewest, in België en internationaal;

4° ondersteuning van bedrijfsinnovatie in de economische, digitale en ecologische transitie.”;

2° in lid 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het woord “acties” wordt vervangen door het woord “opdrachten”;

b) de woorden “van het bedrijvennetwerk of” zijn opgeheven.

Art. 4. Artikel 3 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 3. De Regering kan op de wijze die zij bepaalt, na advies van het onderzoekscomité bedoeld in artikel 4, een vierjarige subsidie verlenen aan de in de zin van artikel 2 erkende cluster.

Binnen de beschikbare budgettaire grenzen bepaalt de Regering de voorwaarden en de procedure voor de toekenning, opvolging en betaling van de subsidie, evenals de plafonds en de kosten die in aanmerking komen voor de subsidie.

Om de subsidieplafonds vast te stellen, houdt de Regering rekening met de categorie waarin het cluster is ingedeeld. De categorieën zijn gebaseerd op de volgende criteria:

1° de eerste categorie bestaat uit clusters die op de eerste dag van de maand waarin de aanvraag tot erkenning of hernieuwing van erkenning wordt ingediend, minder dan honderd bedrijven tellen die lid zijn en minstens 250 euro per jaar aan lidmaatschapsgeld hebben betaald;

2° de eerste categorie bestaat uit clusters die op de eerste dag van de maand waarin de aanvraag tot erkenning of hernieuwing van erkenning wordt ingediend, minstens honderd bedrijven tellen die lid zijn en minstens 250 euro per jaar aan lidmaatschapsgeld hebben betaald;

De subsidie maakt een percentage van de in aanmerking komende kosten uit, bepaald door de Regering: Het percentage van deze kosten wordt als volgt vastgesteld:

1° voor de eerste vier jaar, negentig procent van de kosten;

2° voor de volgende vier jaar, vijfenzeventig procent van de kosten; 3° voor de volgende jaren, zestig procent van de kosten.

Om te kunnen genieten van de verlenging van de subsidie aan het einde van een periode van vier jaar, moet de cluster, in overeenstemming met de procedures bepaald door de Regering, de resultaten van de acties gedefinieerd en uitgevoerd tijdens de vorige periode van vier jaar, evenals een nieuw doelstellingencontract met de doelstellingen die tijdens de verlengingsperiode moeten worden bereikt, indienen.

De Regering bepaalt prestatie-indicatoren, die worden vastgesteld in het kader van de erkennings-, verlengings- en subsidieprocedures, om de in lid 5 bedoelde resultaten te beoordelen.”.

Art. 5. In artikel 4 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 2° wordt aangevuld met de woorden “lid 2”.

b) punt 3° wordt vervangen door wat volgt:

“3° de nadere regels voor de uitvoering van dit decreet;”;

c) in punt 4° worden de woorden “aan een bedrijvennetwerk of” opgeheven”.

d) punt 5° wordt vervangen door wat volgt:

“5° de beoordeling bedoeld in artikel 8, eerste lid;”;

2° in lid 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 2° wordt vervangen door wat volgt:

“2° twee vertegenwoordigers van de dienst aangewezen door de Regering en twee plaatsvervaarders;”;

b) punt 3° wordt opgeheven;

c) in punt 4°, worden de woorden “Conseil économique et social de la Région Wallonne” (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest) vervangen door de woorden “Conseil économique, social et environnemental de Wallonie” (Economische, sociale en milieuraad van Wallonië)

d) punt 5° wordt vervangen door wat volgt:

"5° twee vertegenwoordigers en twee plaatsvervangers aangewezen door de concurrentiepolen;"

e) het lid wordt aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt:

"6° twee onafhankelijke externe deskundigen en twee plaatsvervangers. "; 3° in lid 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de nummering "3°" wordt ingetrokken;

b) de nummering "5°" wordt vervangen door de nummering "6°";

c) de woorden "en 5°" worden ingevoegd tussen de woorden "de leden bedoeld in lid 2, 4°" en de woorden "wijst zij ze";

d) de woorden "de machtigende instelling" worden vervangen door de woorden "de machtigende instellingen";

4° in lid 4 worden de woorden "tot en met 3°" vervangen door de woorden ", 2° en 4°";

5° in lid 5, worden de woorden "minstens tweemaal per jaar " vervangen door de woorden "minstens eenmaal per jaar".

Art. 6. In artikel 5 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de inleidende zin wordt vervangen als volgt:

"In het kader van haar opdrachten krachtens artikel 4, eerste lid, 1° tot 2°, houdt het onderzoekscomité rekening met het innovierend karakter van de aanpak die de cluster via het doelstellingencontract op gang heeft gebracht, alsook met de uitvoering door de cluster van acties die verband houden met elk van de in artikel 2, eerste lid, gedefinieerde opdrachten. Het motiveert zijn advies en houdt rekening met volgende criteria: ";

b) in 1°, 2°, 3°, 6° en 9° worden de woorden "het bedrijvenetwerk of" telkens geschrapt;

c) in 4° worden de woorden "die voortvloeien uit de opdrachten" ingevoegd tussen de woorden "acties" en "bedoeld";

d) het wordt aangevuld met een punt 11°, luidend als volgt:

"11° de manier waarop de acties van de cluster worden gecoördineerd met die van andere actoren die bijdragen tot de ontwikkeling van het ecosysteem in het Waals Gewest, in het bijzonder op het vlak van innovatie en economische ontwikkeling ";

2° het tweede en het derde lid worden opgeheven.

3° in het lid 4 worden de woorden "in leden 1 en 2" vervangen door de woorden "in lid 1".

Art. 7. In artikel 6 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 2 wordt opgeheven;

in lid 3 worden de woorden "bedrijvenetwerk of" opgeheven.

Art. 8. In artikel 7, tweede lid van hetzelfde decreet, worden de woorden "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest) telkens vervangen door de woorden "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, sociale en milieuraad van Wallonië).

Art. 9. In artikel 8 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° voor lid 1 wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt:

"De cluster zal halverwege de erkenningsperiode worden beoordeeld, in overeenstemming met de procedures bepaald door de Regering, om na te gaan of hij de doelstellingen en prestatie-indicatoren zoals gedefinieerd in zijn doelstellingencontract nastreeft en bereikt. ";

2° in lid 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) 2° het woord "driejarige" wordt vervangen door het woord "vierjarige";

b) de woorden "bedrijvenetwerk of " worden geschrapt.

Art. 10. In artikel 9 van hetzelfde decreet wordt het eerste lid vervangen als volgt:

"Alle vier jaar vanaf 1 juli 2024 laat de Regering in samenwerking met de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, sociale en milieuraad van Wallonië) een externe beoordeling verrichten over het Waalse clusterbeleid. "

Art. 11. Artikel 10 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 10. De Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek is verantwoordelijk voor de verwerking in de zin van artikel 4, 7), van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG voor de verwerkingen van persoonsgegevens hierna "Verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016" genoemd, die nodig zijn voor de analyse van clustererkenning- en subsidieaanvragen.

Het onderzoekscomité is verantwoordelijk voor de verwerking van de persoonsgegevens die nodig zijn voor de uitvoering van zijn opdrachten krachtens artikel 4.

Voor de persoonsgegevens die ze verwerken in het kader van de uitvoering van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan, treden de clusters op als onderaannemers van de "Service public de Wallonie Économie, Emploi et Recherche" (Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek). "

Art. 12. Er wordt een artikel 10/1 in hetzelfde decreet ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 10/1. § 1. De categorieën persoonsgegevens met betrekking tot de erkenning en subsidiëring van clusters die waarschijnlijk zullen worden verwerkt voor de uitvoering van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan zijn :

1° de persoonlijke identificatiegegevens, waaronder het identificatienummer van het Rijksregister in het geval van een natuurlijke persoon die ingeschreven is in het Rijksregister, of het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid in het geval van een natuurlijke persoon die niet ingeschreven is in het Rijksregister;

2° de elektronische identificatiegegevens :

3° de gegevens ter identificatie van de clusterleden die betrokken zijn bij het partnerschap;

4° de gegevens met betrekking tot de beroepskwalificaties en beroepservaring van de personen die in dienst zijn van de clusters en die het voorwerp uitmaken van een subsidie;

5° de gegevens met betrekking tot de huidige tewerkstelling van clusterpersoneel, met inbegrip van de loonfiches.

Met betrekking tot lid 1, 1°, zijn de gegevens bedoeld in artikel 8, § 1, 2°, van de wet van 15 januari 1990 betreffende de oprichting en de organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid voor natuurlijke personen die niet zijn ingeschreven in het Rijksregister.

§ 2. De Regering kan de in paragraaf 1 bedoelde gegevens nader bepalen. "

Art. 13. Er wordt een artikel 10/2 in hetzelfde decreet ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 10/2. Voor zover dit nodig is voor de doeleinden waarvoor ze worden verwerkt, worden persoonsgegevens die relevant zijn voor het certificeren van de naleving van de erkenningsvoorwaarden of het bedrag van de ontvangen subsidies, meegedeeld aan de volgende entiteiten:

1° de ambtenaren aangewezen door de Regering overeenkomstig het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen;

2° het onderzoekscomité voor de uitvoering van zijn opdrachten krachtens artikel 4. "

Art. 14. Er wordt een artikel 10/3 in hetzelfde decreet ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 10/3. Onverminderd de bewijslast van de erkende clusters ten aanzien van het juiste gebruik van de subsidie en onverminderd de instandhouding die noodzakelijk is voor de verwerking voor archiefdoeleinden van algemeen belang, voor wetenschappelijk of historisch onderzoek of voor statistische doeleinden als bedoeld in artikel 89 van Verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016, en overeenkomstig artikel 5.1, e), van Verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016 bewaart de in artikel 10 bedoelde verantwoordelijke voor de verwerking de in artikel 10/1 bedoelde persoonsgegevens met het oog op het toezicht op de naleving van de wettelijke voorwaarden voor erkenning en subsidiëring :

1° voor persoonsgegevens met betrekking tot een erkenning, voor een periode van tien jaar vanaf 1 januari van het jaar dat volgt op het jaar waarin de erkenning vervalt;

2° voor persoonsgegevens met betrekking tot een subsidie, gedurende een periode van tien jaar vanaf 1 januari van het jaar dat volgt op de definitieve afsluiting van het budgettaire en boekhoudkundige jaar waarop de subsidie betrekking heeft.

De in lid 1 bedoelde bewaringstermijn wordt in geval van een gerechtelijke of administratieve procedure opgeschort totdat een beslissing waartegen geen beroep mogelijk is, volledig en onherroepelijk is uitgevoerd. "

Art. 15. Er wordt een artikel 10/4 in hetzelfde decreet ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 10/4. § 1. Door zijn aanvraag in te dienen, machtigt de cluster de diensten van de Regering om na te gaan of aan de voorwaarden voor erkenning en subsidies is voldaan.

De controle bedoeld in het eerste lid wordt uitgevoerd overeenkomstig het decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan en wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.

§ 2. Behoudens overmacht of uitzonderlijke omstandigheden leidt elke weigering om een controle uit te voeren of elke belemmering van een dergelijke controle door de onderneming automatisch tot het verlies van de subsidie in overeenstemming met artikel 61, 5°, c), van het decreet van 15 december 2011 houdende de organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheid.

Indien na controle blijkt dat bedragen onverschuldigd zijn betaald of dat de voorwaarden van dit decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan niet zijn nageleefd, vordert de door de Regering aangewezen dienst deze bedragen terug, eventueel door middel van compensatie. "

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen in het decreet van 11 maart 2004
betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen*

Art. 16. In artikel 3, § 2, eerste lid, van het decreet van 11 maart 2004 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie, laatst gewijzigd bij het decreet van 6 april 2023, wordt punt 3° opgeheven.

Art. 17. In artikel 5, § 1, 2°, van hetzelfde decreet, wordt punt b opgeheven.

Art. 18. Het opschrift van hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 19. Artikel 12 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 20. Artikel 13 van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het besluit van 26 februari 2015, wordt opgeheven.

Art. 21. Artikel 14 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 3. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 22. Clusters die erkend werden vóór de inwerkingtreding van dit decreet genieten van de subsidie- en erkenningsvoorwaarden zoals bepaald in het decreet van 18 januari 2007 tot het einde van de huidige periode van drie jaar. Hij kan vervolgens een aanvraag tot hernieuwing van de erkenning indienen overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

Art. 23. Dit decreet treedt in werking op 1 juli 2024.

Namen, 11 april 2024.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) *Zitting 2023-2024.*

Stukken van het Waals Parlement, 1644 (2023-2024) Nrs. 1 tot 3

Volledig verslag, plenaire zitting van 10 april 2024

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2024/007300]

21 MARS 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les modalités de certaines opérations électorales et portant délégation de compétences au Ministre des Pouvoirs locaux en matière d'organisation des élections locales. — Erratum

Dans l'arrêté susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 2 juillet 2024, à la page 79964, l'annexe 22c - Modèle de déclaration de l'origine des fonds relative aux dépenses électorales consenties par les partis politiques en vue du renouvellement des conseils provinciaux et communaux est remplacée par l'annexe suivante :